

**Commission** : Sommet UE sur l'Aide Humanitaire

**Problématique** : Comment relancer l'action et le droit humanitaires dans le monde ?

**Auteur** : Irlande

L'Irlande, indépendante depuis 1922 (après des années de conflits avec le Royaume-Uni), est un pays insulaire situé au nord-ouest de l'Europe, dans l'archipel des îles britanniques. Avec une superficie de 70 273 km<sup>2</sup>, elle occupe la majorité de l'île partageant sa frontière terrestre avec l'Irlande du Nord. Administrativement, l'Irlande est découpée en 26 provinces et a pour capitale Dublin. En 2024, l'Irlande comptait 5,38 millions d'habitants. Ses langues officielles sont l'irlandais (ou gaélique) et l'anglais. Le PIB de l'Irlande représente 3% du PIB total de l'UE mais l'Irlande se classe au deuxième rang de l'Union européenne en termes de PIB par habitant, avec 79 300 euros. L'Irlande est une république parlementaire, avec un président élu dont le rôle est honorifique, et un gouvernement responsable devant la chambre des représentants. Depuis les dernières élections de 2024, le gouvernement est dirigé par le Premier ministre Micheál Martin, le chef du parti de centre droit Fianna Fail, en coalition avec le parti Fine Gael.

Aujourd'hui, 80 ans après la création des Nations unies, la situation internationale est très inquiétante. Non seulement les conflits perdurent, mais en plus, des Etats violent de manière systématique le droit international, notamment le droit international humanitaire, comme en Ukraine, à Gaza ou encore au Soudan. En 2025, selon les agences de l'ONU, 305 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire et de protection, en raison d'un nombre record de conflits armés et de situations d'urgence climatique de plus en plus fréquentes. En conséquence, le nombre de personnes déplacées est aujourd'hui plus élevé qu'à tout autre moment depuis le début du siècle. Alors que les organisations humanitaires ont lancé un appel de plus de 47 milliards de dollars en 2025 pour venir en aide à près de 190 millions de personnes dans 72 pays, il existe un risque élevé que certains donateurs historiques réduisent leur financement d'aide au développement et notamment d'aide humanitaire. C'est déjà le cas du principal donateur mondial, les Etats-Unis, avec les annonces de coupes par le président Trump dans le budget de l'agence de développement américaine USAID.

L'Irlande est historiquement très engagée en faveur du droit international et de l'aide humanitaire. Elle a été marquée dans sa propre histoire par des épisodes de famine qui ont décimé sa population et forgé un profond sentiment de compassion et de solidarité envers les personnes vivant dans la pauvreté. C'est pourquoi, dès après son entrée aux Nations unies en 1955, l'Irlande s'est engagée en faveur de l'aide humanitaire. L'Irlande est signataire des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels, qui constituent le fondement du droit international humanitaire. Ces traités obligent les États à protéger les civils, les blessés et les prisonniers de guerre, et à garantir l'accès humanitaire.

Depuis que l'Irlande a adhéré à l'Union européenne en 1973 (à l'époque à la CEE - Communauté économique européenne), elle a désigné l'aide au développement comme "l'un des objectifs fondamentaux de la politique irlandaise." La politique étrangère irlandaise prône la promotion de la justice et de l'égalité et l'aide humanitaire est vue comme une obligation morale par l'Irlande. L'Irlande est ainsi engagée à la fois à titre national et au niveau européen.

A titre national, dès 1974, l'Irlande crée un programme de développement international appelé Irish aid, alors même qu'elle fait face à une crise économique. Depuis lors, l'Irlande a contribué à l'aide humanitaire dans le monde, tout en recevant de son côté de l'aide européenne grâce aux fonds structurels et à la politique agricole commune. Irish aid, géré par le ministère des Affaires étrangères, pilote les interventions en aide humanitaire dans différents domaines tels que la pauvreté, l'accès à l'eau potable, la sécurité alimentaire, la protection des droits humains, etc... De nombreuses organisations non gouvernementales irlandaises existent et collaborent étroitement avec le gouvernement. En 2019, à travers Irish aid, l'Irlande a lancé un nouveau programme, dans le cadre de sa politique étrangère, dénommé "Un monde meilleur", dont le but est de promouvoir la paix et la durabilité mais également de fournir une aide au développement et de protéger les droits de l'Homme.

Au niveau européen, l'Union européenne est un partenaire clé pour l'Irlande en matière de coopération au développement et dans l'aide humanitaire. L'Irlande contribue, aux côtés des autres Etats membres, à faire de l'UE le plus gros contributeur de l'aide publique au développement (APD) dans le monde (fournissant près de la moitié du financement mondial de l'aide publique au développement). L'Irlande et l'UE partagent des valeurs communes telles que la réduction de la pauvreté, l'égalité des sexes, l'éducation, la sécurité alimentaire. L'Irlande est ainsi particulièrement active dans les relations UE-Afrique et développe de nombreux programmes au bénéfice de pays d'Afrique sub-saharienne. Déjà en 2013, lors de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, l'Irlande a fait de l'aide humanitaire une priorité pour répondre à plusieurs enjeux tels que la faim, la nutrition et le changement climatique. L'Irlande participe également aux opérations humanitaires conjointes de l'UE. Par exemple, en 2023, l'Irlande a participé à des opérations humanitaires avec les équipes européennes en envoyant plus de 200 tonnes d'aide essentielle en Turquie, Syrie et Afghanistan, et plus récemment à Gaza. De plus, l'Irlande a participé à plus de 30 initiatives avec la "team Europe". Travailler avec les équipes européennes lui permet d'amplifier son impact mondial. En 2024, l'Irlande a fourni plus de 310 millions d'euros pour venir en aide aux personnes subissant des crises humanitaires telles qu'au Gaza, en Ukraine et au Soudan. De plus, son APD a continué d'augmenter pour atteindre le chiffre de 2,6 milliards en 2023, représentant 0,67% de son revenu national brut (ce qui en fait un des pays européens les plus généreux en termes d'APD). L'Irlande prévoit de poursuivre la hausse de son APD.

Face aux enjeux du droit international et de l'aide humanitaire en 2025, plusieurs pistes doivent être explorées, notamment le renforcement des partenariats entre les acteurs de l'aide au développement et de l'action humanitaire (car les crises humanitaires débouchent le plus souvent sur des problèmes de sous-développement), un financement plus efficace de l'aide humanitaire (il va falloir trouver de nouveaux donateurs), et surtout des mécanismes de suivi et de contrôle pour vérifier que l'aide humanitaire atteint bien les populations dans le besoin.

L'Irlande, pays plutôt europhile, est favorable à l'aide humanitaire. Contrairement à d'autres pays ayant réduit leur budget d'aide, l'Irlande maintient un engagement fort et un budget qui va augmenter en faveur de l'humanitaire. L'Irlande demeure un acteur essentiel de l'aide internationale, mettant en avant la solidarité et la diplomatie humanitaire au sein de l'UE. L'Irlande s'efforcera de mettre en œuvre un programme ambitieux lors de ce sommet, non seulement sur les besoins de financement, mais également sur les solutions innovantes qu'elle pourrait apporter aux crises humanitaires.